



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 21 au 27 juin 2019

Le 28 juin 2019

## Résumé

**Afghanistan** : Une délégation comprenant plus de 50 entreprises exportatrices afghanes, dans le secteur agricole, a visité Bombay.

**Bangladesh** : Quel sera l'impact de la crise bancaire sur les finances publiques ? 890 M\$ pour créer une infrastructure routière améliorant la connectivité avec l'Inde. Dhaka University est classée dans la tranche 801-1000ème au classement QS. 237 Mds Tk (2,5 Mds€) budgétés par 25 ministères pour l'adaptation au changement climatique.

**Bhoutan** : Les revenus du tourisme ont atteint 7,1 M\$ en mars.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : La production de céréales aurait atteint 98% de la cible annuelle, alors que le ministère de l'Agriculture anticipe également une hausse de la production horticole.

*Finances publiques* : La dette de l'Etat pour la National Highway Authority of India (NHAI) risque d'augmenter pour l'exercice 2019-20. Le gouvernement prévoit de réformer son système de fiscalité. L'Inde a, par ailleurs, déposé son instrument de ratification à l'égard de la convention multilatérale BEPS de l'OCDE.

*Politique monétaire et financière, autres informations* : Le régulateur financier (SEBI) a renforcé la réglementation des fonds mutuels. Les emprunts commerciaux extérieurs s'affichent en baisse en avril. La mousson débute en-deçà des normales de saison.

**Maldives** : Le *Maldives partnership forum* s'est tenu le 17 et 18 juin.

**Népal** : Les échanges extérieurs de biens ont enregistré un déficit de 1100 Mds NRP (8,7 Mds €) sur les dix premiers mois de l'exercice 2018-19 (juillet 2018 – juin 2019).

**Pakistan** : Poursuite de la baisse de l'indice de production industrielle en avril, signe de l'essoufflement de la croissance. Ralentissement des rapatriements de bénéfices et de dividendes au cours des onze premiers mois de l'exercice budgétaire 2018/19. Hausse de la dette publique exprimée en PKR au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2018/19 (juillet 2018 – avril 2019). La roupie pakistanaise continue de perdre de la valeur face au dollar américain. Le Groupe d'action financière (GAFI) s'inquiète des progrès insuffisants enregistrés par le Pakistan dans la mise en œuvre de son plan d'action. Nouvelle hausse des prix du gaz. Avancées enregistrées dans la mise en place de la facilité de financement à tempérament des importations de pétrole depuis l'Arabie saoudite.



**Sri Lanka** : Prêt de la Banque Mondiale destiné à un programme d'amélioration de la résilience au changement climatique. Accord du Cabinet des Ministres pour la réalisation de quatre centrales électriques à charbon.

## AFGHANISTAN

- **Une délégation comprenant plus de 50 entreprises exportatrices afghanes, dans le secteur agricole, a visité Bombay.** Organisé par l'agence américaine pour le développement, USAID, cet événement de deux jours, intitulé « *Made in Afghanistan; Nature's best* », vise à renforcer les liens commerciaux entre l'Afghanistan et l'Inde ainsi qu'à stimuler les exportations agricoles afghanes. Le volume des échanges commerciaux entre l'Inde et l'Afghanistan a atteint plus de 700 M USD, en hausse continue via notamment la mise en place d'un nouveau couloir aérien entre Delhi et Bagdad. Les autorités afghanes prévoient une hausse continue des exportations agricoles en direction des économies d'Asie du Sud, qui devrait ouvrir de nouveaux débouchés pour les producteurs afghans.

## BANGLADESH

- **Quel sera l'impact de la crise bancaire sur les finances publiques ?** La crise bancaire qui se profile depuis 2017 va impacter davantage encore les finances publiques, le secteur public marchand ayant vu ses indicateurs passer au rouge en 2018. La montée des créances douteuses ne se ralentit pas en 2019 et la facture pour les banques d'Etat s'aggrave.

L'encours de Prêts non performants (PNP) représentait fin décembre 2018 939,1 Mds TK (près de 10 Mds €), correspondant à 10,33% de l'encours des prêts, contre une enveloppe de 743,0 Mds TK fin décembre 2017 (soit une progression de 26% en un an équivalant à 196,08 Mds TK ou 2,1 Mds €). Aucune mesure sérieuse n'a été prise depuis et les créances s'accumulent en 2019 dans certains établissements.

Les 6 banques publiques représentaient à elles seules 52% des encours d'impayés fin 2018. L'absence de mesures radicales en 2018 a laissé la situation empirer : fin mars 2019, les PNP atteignent un niveau historique, jamais vu depuis 48 ans : selon la Banque centrale, l'encours de PNP a crû de 169,62 Mds TK au premier trimestre, portant à 1109 Mds TK ou 11,9 Mds€ le niveau de créances douteuses, soit un nouveau record de 11,9% des encours. La descente aux enfers s'accélère pour 14 établissements dont 4 banques publiques (Janata Bank principalement avec 41,9 Mds TK de PNP en plus, Agrani Bank, Rupali Bank et Sonali), d'autant que le secteur bancaire dans son ensemble a vu par ailleurs son encours de PNP non provisionné monter à 116,5 Mds TK (1,25 Mds€) à fin mars 2019, qui s'ajoute aux créances douteuses inscrites aux bilans des banques. Il est plus que vraisemblable que la situation a continué de se détériorer au second trimestre.

La recapitalisation des banques publiques a un coût budgétaire conséquent, qui va s'amplifier dans les années à venir : 15 Mds TK (160 M€) ont été inscrits dans la loi de finance 2018/2019, couvrant 4 banques, qui s'ajoutent aux 160 Mds TK (1,71 Mds €) de capitaux frais injectés depuis 2009 par l'Etat dans ses banques, pour un résultat plus que contestable, puisque tout est à refaire ou presque.



Dans le budget présenté pour 2019/2020, l'Etat a inscrit dans les dépenses de capital (Operating Capital Expenditure) d'une part 167,16 Mds TK (1,79 Mds€) au titre de l'acquisition d'actifs (contre 152,70 Mds TK au budget révisé de 2019 et 137,86 Mds TK dans la LFI 2019), d'autre part 144,82 Mds TK (1,55 Mds€) au titre des capitaux en actions (Investments in shares & equities) contre respectivement 19,94 Mds dans la LFR 2019 et 159,62 Mds TK en LFI, ce qui porte à croire que la recapitalisation des banques d'Etat inscrite en 2019 sera opérationnelle dans le courant de l'année fiscale à venir ; pour mémoire, seulement 2,25 Mds TK (24,1 M€) avaient été dépensés en 2018 sur ce poste.

- **890 M\$ pour créer une infrastructure routière améliorant la connectivité avec l'Inde.** Le Département des routes et des autoroutes (RHD) a annoncé la construction d'une route deux fois deux voies à l'est de Dhaka entre Mainamati (Môynamoti) et Brahmanbaria (Dharkhar) afin d'améliorer la connectivité entre l'Inde (est du pays) et le Bangladesh. Ces 54 kilomètres, pour un coût total de 887 M\$, devraient bénéficier d'un financement indien dans le cadre de la troisième ligne de crédit (LoC-III). Dès juin 2022, date de fin des travaux prévue, ils permettront de mieux connecter le réseau routier asiatique (AH1 et AH2) et d'améliorer la desserte du port de Chittagong, dans le sud du pays. Ce projet s'insère dans le cadre de l'amélioration de la connectivité régionale en Asie du sud, notamment sous le programme du corridor économique Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar (BCIM-EC).
- **Dhaka University est classée dans la tranche 801-1000ème au classement QS.** L'université publique de Dhaka a été classée dans la catégorie 801ème-1000ème dans le classement QS World University Ranking en 2019 (<https://www.topuniversities.com/university-rankings/world-university-rankings/2019>), et se classe au 127ème rang en Asie. Elle obtient une nouvelle fois la meilleure place pour le Bangladesh. L'université perd toutefois de l'influence au niveau international d'après les classements. Ainsi, dans le classement QS, l'université était classée 601-700 en 2012. La sortie de celle qui était surnommée « Oxford of the East » du classement international Times Higher Education en 2019 (qui comprend 417 universités asiatiques) a été un choc pour le monde universitaire bangladais.

5 autres universités figurent dans le classement QS Asie : Bangladesh University of Engineering and Technology (publique, 175ème), BRAC University (privée, 301-350ème) North South University (privée, 301-350ème), United International University (privée, 301-350ème) et Daffodil International University (privée, 451-500ème). On recense 148 universités au Bangladesh, dont 103 établissements privés, pour un effectif total de 860 000 étudiants (2017). D'après les classements, les universités bangladaises obtiennent d'assez bons résultats en matière d'enseignement, mais elles sont loin d'être à la hauteur en recherche. Elles souffrent d'un manque d'investissement dans un contexte où les autres universités asiatiques font d'importants efforts. Loin des cibles de 6% du PIB (UNESCO) et 3% (7e plan quinquennal 2016-2020), l'argent public dédié à l'éducation (primaire, secondaire, supérieure et technique) ne représente que 2,1% du PIB pour le budget actuellement en discussion pour l'année fiscale 2019-2020 (618,2 Mds TK contre 521,5 Mds TK en 2018/19) et cette proportion est restée stable depuis plusieurs années. A titre de comparaison, l'Inde dépenserait l'équivalent de 4,6% du PIB pour l'éducation, Sri Lanka 3,5% (2016) et le Pakistan 2,4% (2018-19).

Un des défis majeurs de l'enseignement supérieur au Bangladesh est l'employabilité des diplômés. Un rapport de la Banque Mondiale de mars 2019 (Bangladesh, Tertiary Education Sector Review) montre ainsi que le taux de chômage des diplômés atteint 11,2%, lorsqu'il n'est que de 6,4% pour ceux possédant un diplôme du secondaire, et de 2,7% pour ceux avec un



niveau primaire. Deux ans après l'obtention d'un diplôme universitaire, 40% seulement ont un emploi tandis que 40% des nouveaux diplômés sont toujours en recherche d'emploi.

- **237 Mds Tk (2,5 Mds€) budgétés par 25 ministères pour l'adaptation au changement climatique.** Le sujet du changement climatique bénéficie pour la troisième année fiscale d'un livret spécifique, qui détaille le budget lié aux actions prévus par les différents ministères concernés. Il englobe 25 ministères pour cet exercice fiscal, soit 5 de plus que l'année précédente et finance principalement la santé et la sécurité alimentaire (39%) et les infrastructures (29%). Le budget 2019-2020 présenté en juin 2019 a vu une réduction de la part du budget allouée au changement climatique : de 4,8% lors de la dernière année fiscale, elle baisse à 4,54% du budget total, soit 237 Mds Tk (2,5 Mds€). Les principaux ministères impliqués sont ceux de l'agriculture (53Mds Tk), de l'eau (30Mds Tk) et du gouvernement local (26Mds Tk), portant des projets de développement tels que le développement de systèmes de culture plus résistants, le dragage et la réparation de polders (étendue artificielle de terre) ou encore l'adaptation aux inondations.

Une mise à jour du Bangladesh Climate Change Strategy and Action Plan de 2009 est en cours de préparation et le ministère de l'environnement devrait finaliser le plan dans les mois qui viennent. Il visera notamment à intégrer la thématique du changement climatique dans tous les autres plans stratégiques, dans tous les ministères, avec une vision plus transversale, et aura vraisemblablement comme horizon 2030

Un projet de 86M€ pour améliorer l'un des deux sites d'enfouissement de Dhaka. Le gouvernement a donné son accord pour un projet d'extension et de modernisation du site d'enfouissement d'Aminbazar (ouest), avec un coût estimé à 8,27 Mds Tk (86M€).

Mise en service en 2007 sur 21 hectares, cette décharge à ciel ouvert est utilisée pour stocker les déchets produits par la Dhaka North City Corporation (DNCC), qui gère la moitié nord de la capitale. La capacité maximale a d'ores et déjà été atteinte en 2017 et le projet d'extension ne permettra que de repousser le problème de quelques années. 3 usines d'incinération permettront de brûler 500 tonnes de déchets quotidiennement et de produire de l'électricité à partir de la combustion. Des équipements seront mis en place pour recycler les déchets médicaux et pour trier les déchets. En 2017, près d'1 million de tonnes de déchets ont été accumulés dans la décharge, en croissance de 52% par rapport à 2015-2016.

La capitale dispose d'une autre décharge, pour la part sud, à Matuail (sud-est). Sa capacité est également atteinte sur les 40 hectares ; avec 800 000 tonnes supplémentaires en 2017. Depuis plus de 5 ans, les autorités cherchent à étendre encore la décharge, dans le cadre du projet « Matuail Sanitary Landfill Expansion and Development ». 33 nouveaux hectares sont en cours d'acquisition pour un coût total du projet de 7,2 Mds Tk (77 M€). 20 hectares serviront à l'extension de la décharge et le reste devrait accueillir une usine d'incinération et de production d'énergie à partir de la combustion.

Dans un contexte d'urbanisation croissante et avec un part importante des déchets qui terminent dans les cours d'eau, la gestion des déchets sera un enjeu majeur pour la ville, notamment dans le cadre des ODD. La cible 11.6 vise à l'augmentation de la proportion de déchets ménagers collectés et correctement pris en charge tandis que la cible 12.5 mentionne l'augmentation du taux de recyclage.



## BHOUTAN

- **Les revenus du tourisme ont atteint 7,1 M\$ en mars.** Ils auraient ainsi connu une progression soutenue de 12% en glissement annuel selon les chiffres de la Banque centrale. Cette variation est notamment due à la progression du nombre de visiteurs, en hausse de 8% à 5 441 visiteurs sur le mois de mars. Ces déplacements, dont la majorité relève de déplacements touristiques, auraient été entraînés à la hausse par les arrivées de touristes coréens, grâce au lancement d'offres promotionnelles à destination de ce pays.

Elles auraient notamment permis aux administrations publiques de générer des recettes en forte hausse au titre de la contribution pour le développement durable (taxe forfaitaire sur les touristes étrangers), à laquelle s'ajoutent les frais de visas et les produits de la taxation indirecte des services touristiques.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

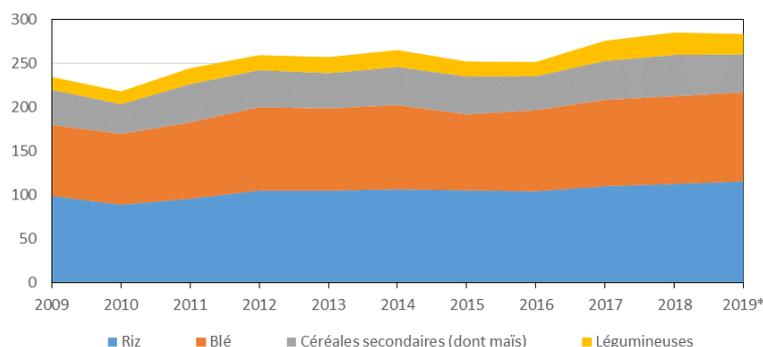
- **La production de céréales aurait atteint 98% de la cible annuelle.** Selon les estimations avancées du ministère du Développement agricole, les productions de céréales ont atteint 283,3 millions de tonnes sur l'exercice 2018-19 récemment clôturé. Les prévisions du ministère laissent envisager une poursuite de la hausse des volumes au-delà des estimations de croissance actuelles : elles s'établiraient ainsi selon ces dernières prévisions à 98% de l'objectif du ministère, fixé à 290,25 Mt pour le dernier exercice.

**On notera que la production de riz et de blé s'affiche à des niveaux record.** Ainsi, les estimations avancées du ministère soulignent d'ores-et-déjà une production à son plus haut niveau pour les deux principales cultures, qui représentent les trois-quarts de la production céréalière totale : le riz enregistre une progression de 2,5% (à 115,6 Mt) alors que le blé, pour sa part, connaît un essor de 1,3% (à 101,2 Mt).

La hausse de ces productions a toutefois été balancée par une contraction des volumes récoltés pour les céréales secondaires, dont le maïs (- 3,2% en rythme annuel à 27,8 Mt selon les estimations avancées) ainsi que des légumineuses (- 8,7% par rapport au dernier exercice, à 23,22 Mt). En outre, les estimations du ministère indiquent, à l'exception du sucre de canne (en hausse de 5,4, à 400,4 Mt), que les volumes de production devraient être tirés à la baisse sur le dernier exercice (2018-19) à la fois par les oléagineux (- 0,3% à 31,4 Mt) mais également du coton (- 16%, à 27,6 Mt de bale de coton).



Production de céréales, par composante (en MT)



- **Le ministère de l'Agriculture anticipe également une hausse de la production horticole.** Celle-ci devrait finalement s'établir à 314,9 Mt sur l'exercice 2018-19, contre un volume de 311,7 Mt sur l'exercice antécédent. Malgré une baisse de la production de mangues (- 4% à 20,9 Mt, premier producteur mondial pour ce fruit), la production totale aurait été tirée à la hausse par une meilleure récolte de fruits, dont notamment d'agrumes (+ 5%, à 13,1 Mt), deuxième producteur mondial derrière la Chine, et de bananes (+ 1,3% à 31,2 Mt) – premier producteur mondial.

De plus, la production de légumes (+1,6% à 187 Mt), sous l'effet de la bonne récolte de patates (+ 3,2% à 52,9 Mt) - second producteur mondial derrière la Chine - et d'épices (+ 1% à 314,9 Mt), à l'aune de la bonne tenue de la production gingembre et de curcumin – dont l'Inde serait aujourd'hui le premier producteur mondial pour ces deux épices – sont apparues comme les composantes les plus dynamiques de la production horticole. Enfin, la production de produits de plantation marquerait un léger repli (- 2,3% à 17,7 Mt) du fait d'une baisse de la production de noix de coco (en chute de 2,2% à 16 Mt), qui demeure sa principale composante.

Dans un contexte où le gouvernement s'efforce d'encourager le développement de l'horticulture en vue de parvenir à son objectif de doubler le revenu des agriculteurs à l'horizon 2022, on notera, par ailleurs, que **les surfaces cultivées sont apparues en forte hausse** : elles auraient ainsi atteint 25,6 Mha, contre 25,4 Mha au cours de l'exercice 2017-18.

La progression de la production agricole ne s'est vraisemblablement pas entièrement traduite en gains de pouvoir d'achat significatifs pour les cultivateurs dans un contexte encore marqué par une atonie des prix de différentes denrées alimentaires

## FINANCES PUBLIQUES

- **La dette de l'Etat pour la *National Highway Authority of India (NHAI)* risque d'augmenter pour l'exercice 2019-20.** Dans le cadre du *NHAI Act*, le gouvernement assure le développement du réseau routier à travers la *NHAI*, qui est chargée de mettre en place les opérations d'investissement, de gestion et de maintien du réseau autoroutier. La *NHAI* administre ainsi près de 115 235 kilomètres d'autoroute, soit près de 40% du trafic routier, et prévoit la construction de 4 000 kilomètres d'autoroute supplémentaires dans le cadre de la seconde phase du programme *Bharatmala*. Cependant, la structure de financement de la *NHAI* induit des risques importants de découplage de maturité (financements de projets à longue maturité via des emprunts à court/moyen terme), en partie comblés par l'endettement sur les marchés et les transferts du fonds national pour les routes et les infrastructures (CRIF). Ainsi, les dépenses de



la NHAH ont été régulièrement supérieures aux allocations reçues par le gouvernement, et les déficits étaient comblés par le recours aux prêts de court terme, à l'émission d'obligations (en partie exonérées de taxe), ainsi que par la monétisation des actifs de l'agence parapublique plus récemment.

Dans ce contexte, l'agence de notation *Icra* met en exergue la forte hausse de l'endettement de la NHAH au cours des derniers exercices budgétaires : sur l'exercice 2018-19, la dette cumulée de l'agence aurait atteint 1 780 Mds ₹ (22,7 Mds €), contre seulement 400 Mds ₹ au cours de l'exercice 2013-14. Dans ces conditions, le gouvernement devra sans doute allouer une enveloppe supplémentaire en direction de la NHAH dans le cadre du projet de loi de finances rectificatif prévu pour le 5 juillet prochain.

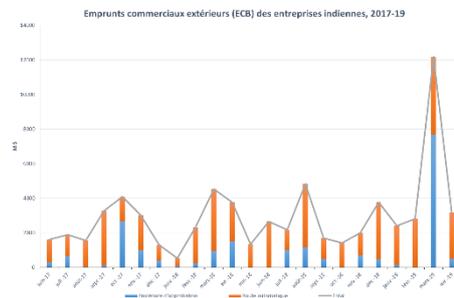
- **Le gouvernement prévoit de réformer son système de fiscalité.** Alors que les annonces afférentes à la fiscalité devraient demeurer prudentes dans le cadre de la prochaine publication de la loi de finances rectificative, le gouvernement souhaiterait refondre en profondeur le régime d'imposition. Ainsi, il devrait publier un nouveau Code de taxation direct, d'ici fin juillet, afin de réformer l'actuel *Income Tax Act* datant de 1961. Ainsi, des mesures spécifiques devraient être annoncées courant juillet pour élargir la base d'imposition, rendre plus compétitif le secteur privé et prévenir contre l'évasion fiscale.
- **L'Inde a, par ailleurs, déposé son instrument de ratification à l'égard de la convention multilatérale BEPS de l'OCDE.** L'Inde devient ainsi le 29<sup>ème</sup> pays à ratifier la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices. La Convention devrait ainsi prendre effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et s'appliquer à 51 conventions fiscales conclues parmi les 28 autres juridictions qui ont déjà déposé leur instrument de ratification. Pour mémoire, la convention avait été signée à Paris le 7 juin 2017 par l'Inde et 67 autres États et territoires. A cet égard, cette ratification ne se traduit pas nécessairement par une modification des conventions fiscales bilatérales actuellement en vigueur : les États signataires devront tous deux choisir pour une éventuelle modification de leur convention fiscale bilatérale et maintenir les mêmes options offertes par la convention multilatérale.

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Le régulateur financier (SEBI) a renforcé la réglementation des fonds mutuels.** Dans un contexte marqué une hausse de la volatilité sur le marché obligataire, en lien notamment aux fragilités au sein du secteur financier non-bancaire, la SEBI a annoncé, suite à une réunion du conseil d'administration ([lien](#)), une série de mesures pour soutenir la stabilité et l'attractivité des fonds liquides. On notera que les fonds monétaires et de liquidité, privilégiés par les investisseurs institutionnels, devront dorénavant détenir pour près de 20% de leurs actifs sous la forme d'obligations souveraines. De plus, le seuil de participation sectorielle pour les investisseurs est désormais fixé à 20%, contre 25% précédemment. En outre, le régulateur suggère une harmonisation des méthodes de valorisation pour un ensemble d'actifs afin de dynamiser les marchés secondaires et développer celui des titres obligataires.



- **Les emprunts commerciaux extérieurs s'affichent en baisse en avril.** Les nouveaux emprunts atteignent, selon la Banque centrale, un total de 3,2 Mds \$ sur le mois d'avril (2,7 Mds \$ au titre de la procédure automatique et 0,5 Md \$ au titre de la procédure d'approbation), contre 1,3 Md \$ en avril 2018 (et 12,2 Mds en mars), soit une chute de 16% en glissement annuel (et de 74% en rythme mensuel).



#### AUTRES INFORMATIONS

- **La mousson débute en-deçà des normales de saison.** Selon l'*Indian Meteorological Department* (IMD), la pluviométrie aurait été inférieure aux normes saisonnières : à la mi-juin, l'écart par rapport à la moyenne des précipitations a ainsi été de 36% pour l'ensemble du pays, du fait notamment du début tardif de la mousson cette année (8 juin au lieu du début du mois habituellement). L'écart est significatif dans les Etats du Sud, à l'instar du Karnataka ou du Tamil Nadu, ou bien dans les régions du nord-ouest de l'Inde (dont le Gujarat ou bien le Maharashtra), qui décrivent des déficits de précipitations substantiels par rapport aux normales saisonnières (entre 20 et 60%). Or, ces deux derniers Etats du nord-ouest représentent près de 20% de la production agricole totale, ce qui implique que le manque de précipitations indique, pour l'instant, un signe négatif pour les productions agricoles cette année.

Au total, et malgré le retard à la mi-juin, l'IMD prévoit une mousson normale pour l'année 2019, soit des précipitations comprises entre 96 et 104% des normales saisonnières entre juin et septembre 2019.

#### **MALDIVES**

- **Maldives partnership forum des 17 et 18 juin.** Organisé par les autorités maldiviennes, il s'est tenu sur l'île de Kurumba, proche de la capitale Malé. Il avait pour but de présenter les nouvelles politiques et la stratégie du gouvernement désigné par le président Solih suite aux élections parlementaires qui se sont tenues le 6 avril dernier. La situation politique économique et sociale du pays ainsi que différents secteurs potentiels de coopération et les projets de développement ont été exposés par les différents ministres et institutions concernés. Plusieurs pays étrangers et institutions financière internationale y ont participé et un certain nombre d'engagements financiers ont été annoncé sur divers projets.

Si l'économie maldivienne continue de croître fortement (+7,6% en 2018), elle reste confrontée aux déficits chroniques du compte courant et du budget (5,5% du PIB en 2018). Le poids de la dette publique continue de s'alourdir (71,4 % du PIB l'an dernier), en raison l'augmentation significative de la dette externe. Celle-ci a atteint 1,9 Md USD, soit près de la moitié de la dette publique et 34,8% du PIB. Les autorités projettent des taux de croissance économique de + 6,9% cette année et +7,3% en 2020. Elles tablent pour cela sur la bonne tenue des secteurs du tourisme et de la construction.

Quelques méga projets sont annoncés tels que la relocalisation du port commercial de Malé, sa connexion par ponts aux îles avoisinantes, et la construction de 20 000 logements supplémentaires, promesse de campagne du Président Solih. Les autorités souhaitent diversifier l'économie et veulent favoriser le développement notamment des secteurs de la pêche, de



l'agriculture et du numérique. Une politique de décentralisation est lancée qui nécessite le renforcement des moyens de transports maritimes et aériens.

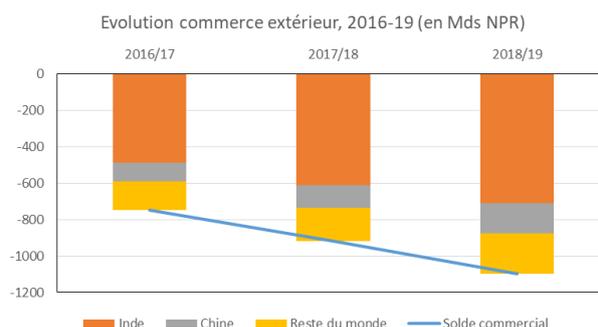
La préservation de l'environnement constitue une priorité majeure du gouvernement, qui reconnaît que la mise en place d'une gestion des déchets solides est primordiale. La stratégie envisagée est une gestion intégrée des déchets solides avec la création de centres de traitement régionaux et des projet dans l'immédiat sur l'atoll d'Huvadoo (24 M USD estimé), et pour l'aménagement de la décharge de Tilafushi, (financement projeté par l'ADB de 180 M USD en 2 phases). Il est prévu d'augmenter l'utilisation des énergies renouvelables – recours au solaire essentiellement (projet d'un coût global de 110 M USD). L'amélioration du réseau de distribution d'eau potable et de l'assainissement est un autre sujet de préoccupation pour le gouvernement (56 M USD prévus pour l'équipement de 28 îles).

A l'occasion de ce forum, l'Union Européenne a annoncé la levée des sanctions qui avait été imposées le 16 juillet 2018, ainsi que le financement de deux projets : pour améliorer la résilience des atolls (5 M EUR) et pour le développement de l'énergie solaire (allocation de 35 M EUR par la BEI).

## NEPAL

- **Les échanges extérieurs de biens ont enregistré un déficit de 1100 Mds NPR (8,7 Mds €) sur les dix premiers mois de l'exercice 2018-19 (juillet 2018 –juin 2019).** Un creusement marqué de la balance commerciale, de 20% en glissement annuel, dont 711 Mds NPR au titre des échanges avec l'Inde (contre 611 Mds NPR un an plus tôt).

Les exportations népalaises, ont ainsi progressé de 18,1% à 78,5 Mds NPR, avec notamment un recul des exportations en direction de la Chine (- 29%), alors que les exportations vers le partenaire traditionnel du pays, l'Inde, ont enregistré une hausse soutenue de 31,9% (et + 2,3% vers le reste du monde). Cependant, les importations, portées par le rebond de la demande intérieure, accroissaient quant à elles de 20% à 1 178 Mds NPR (+ 17,2% depuis l'Inde, + 33% depuis la Chine et + 19% depuis le reste du monde). Le ratio de couverture s'est, par conséquent, de nouveau dégradé : il est tombé à 6,7 sur les dix premiers mois de l'exercice actuel contre 7% l'exercice antécédent.



## PAKISTAN

- **Poursuite de la baisse de l'indice de production industrielle en avril, signe de l'essoufflement de la croissance.** L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, a baissé de 7,8 % en glissement annuel. Il recule également de 9,4 % par rapport au mois précédent. La production est en repli dans de nombreux secteurs au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire (juillet 2018 – avril 2019) : produits pharmaceutiques (-7,3 %), sidérurgie (-11 %), produits pétroliers (-6,3 %),



alimentation/boissons/tabac (-7 %). En outre, l'industrie textile qui compte pour 20,9 % de l'indice continue de stagner (-0,3 %). Au total, l'indice LSM enregistre un recul de 3,5 % au cours de la période considérée, à comparer à +6,1 % un an plus tôt (juillet 2017 – avril 2018).

- **Ralentissement des rapatriements de bénéfices et de dividendes au cours des onze premiers mois de l'exercice budgétaire 2018/19.** Ces derniers ont atteint 1,7 Md USD entre juillet 2018 et mai 2019, à comparer à 2,2 Mds USD au cours de la période correspondante un an plus tôt, soit un recul de 25,2 % en glissement annuel. Alors que le rapatriement des bénéfices et des dividendes demeure libre au Pakistan, cette évolution s'explique principalement par la forte dépréciation de la roupie par rapport au dollar et au ralentissement attendu de l'activité économique. 86,4 % de ces rapatriements sont issus des IDE, le reste provenant des investissements de portefeuille. En termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans le secteur des communications (261,1 MUSD), les services financiers (251,1 MUSD), les industries minières et extractives (215,9 MUSD) et le secteur énergétique (129,7 MUSD). Sur la même période (juillet 2018 – mai 2019), les flux nets d'IDE se sont portés à 1,6 Md USD.
- **Hausse de la dette publique exprimée en PKR au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2018/19 (juillet 2018 – avril 2019).** La dette de l'Etat fédéral se portait à 28 080 Mds PKR (198,7 Mds USD) à la fin du mois d'avril 2019, marquant une progression de +16 % par rapport à juin 2018 (fin du dernier exercice budgétaire) et de 18,9 % en glissement annuel. Elle représente 72,8 % du PIB. La dette totale est composée à 66 % par de l'endettement interne, dont 57,9 % de courte maturité. La dette interne a ainsi progressée de +12,9 % depuis le début de l'exercice budgétaire, à attribuer principalement à l'endettement de court terme (+20,7 % quand l'endettement de long terme enregistre une hausse modérée de 3,6 %). La dette extérieure du gouvernement fédéral, qui exclue les prêts du FMI et les accords de *swap* de devises en soutien à la balance des paiements du ressort de la Banque centrale, enregistre une progression notable de +16 % depuis le début de l'exercice budgétaire 2018/19 (+18,9 % en glissement annuel). Elle s'établit à 9 550 Mds PKR (68 Mds USD) à la fin avril 2019 et représente 24,8 % du PIB.
- **La roupie pakistanaise continue de perdre de la valeur face au dollar américain.** La roupie pakistanaise (PKR) a atteint son plus bas niveau mercredi 26 juin s'échangeant à 162,5 PKR pour un USD sur le marché interbancaire. La perte de valeur de la PKR par rapport à l'USD atteint 33,5 % depuis le début de l'exercice budgétaire (121,5 PKR pour un USD au 3 juillet 2018).
- **Le Groupe d'action financière (GAFI) s'inquiète des progrès insuffisants enregistrés par le Pakistan dans la mise en œuvre de son plan d'action.** Pour mémoire, le Pakistan a été placé en juin 2018 sur la liste grise du GAFI identifiant les « juridictions présentant des défaillances stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ». Afin de prouver sa conformité aux standards internationaux, les autorités se sont engagées à mettre en œuvre un plan d'action dont le calendrier d'exécution s'étale de janvier à septembre 2019. Suite à la réunion plénière qui s'est tenue à Orlando du 19 au 21 juin, le GAFI estime que le Pakistan n'a pas atteint les objectifs fixés tant pour janvier 2019 que pour mai 2019. Il incite fortement le Pakistan à mettre en œuvre rapidement les mesures prévues, alors que l'ensemble des points énumérés au plan d'action arriveront à échéance en septembre 2019. Les progrès du Pakistan seront à nouveau évalués lors de la prochaine session plénière du GAFI qui doit se tenir à Paris en octobre.



- **Nouvelle hausse des prix du gaz.** Le Comité de coordination économique du Conseil des ministres a adopté un taux d'augmentation progressif pour les particuliers et professionnels jusqu'à 191 %, avec une augmentation moyenne des prix du gaz de 25 %. Cette nouvelle tarification, en ligne avec les recommandations de l'autorité de régulation, *Oil and Gas Regulatory Authority (OGRA)* entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019. Les autorités souhaitent engendrer une hausse des recettes de 510 Mds PKR au cours du prochain exercice budgétaire (juillet 2019 – juin 2020), et ainsi réduire les pertes accumulées par les deux entreprises publiques du secteur, à savoir la *Sui Northern Gaz Pipeline Ltd. (SNGPL)* et *Sui Southern Gas Co (SSGC)*. Les consommateurs à titre professionnels verront le prix du gaz augmenter de 31 % à 1 283 PKR par million d'unités thermales britanniques – mbtu). S'agissant des particuliers, la hausse se répercutera de manière différenciée sur les sept tranches établies en fonction du niveau de consommation, avec des prix allant de 121 PKR par mbtu pour une consommation inférieure à 50 m<sup>3</sup> à 1476 PKR par mbtu pour une consommation supérieure à 400 m<sup>3</sup>.
- **Avancées enregistrées dans la mise en place de la facilité de financement à tempérament des importations de pétrole depuis l'Arabie saoudite.** L'entreprise publique *Pakistan State Oil (PSO)* devrait signer un accord avec la société saoudienne *Aramco's Product Trading Company (ATC)* pour l'importation de pétrole brut et de produits pétroliers (hors GNL) à hauteur de 270 MUSD maximum par mois dans le cadre d'une facilité de crédit d'une durée d'un an avec la possibilité de proroger le financement dans la limite de trois ans. Le Comité de coordination économique du Conseil des ministres a acté une dérogation aux règles sur les marchés publics et a accepté de reconnaître les tests effectués par un laboratoire au port d'origine conformément aux Incoterms 2010 de la Chambre de Commerce Internationale (une première, la législation pakistanaise prévoyant que les analyses soient réalisées par l'*Hydrocarbon Development Institute of Pakistan* au port de déchargement). Pour mémoire, une facilité de financement de la Banque islamique de développement (BIsD) avait également été activée courant 2018 à hauteur de 4,5 Mds USD sur une durée de trois ans pour aider à financer les importations pakistanaises de pétrole qui ont atteint 11,1 Mds USD en 2017/18.

## SRI LANKA

- **Prêt de la Banque Mondiale destiné à un programme d'amélioration de la résilience au changement climatique.** D'un montant de 310 M USD, il a pour objectif de permettre au gouvernement sri lankais d'améliorer ses prévisions météorologiques afin de prévenir les risques d'inondations dans le bassin de la rivière Kelani. La durée de remboursement est de 32 ans assortie d'une période de grâce de 7 ans. Il s'agit de la première phase d'un programme en trois tranches intitulé « *Climate Resilience Multiphase Programmatic Approach (CRMPA)* » qui s'élève au total à 781 M USD. Les entités bénéficiaires sont le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'irrigation et des ressources aquatiques, ainsi que le Ministère des administrations publiques et de la gestion des catastrophes naturelles.
- **Accord du Cabinet des Ministres pour la réalisation de quatre centrales électriques à charbon.** Ces quatre centrales auront une capacité de 300 MW chacune, soit 1200 MW qui vont s'ajouter au réseau (à Norochcolai et Trincomalee). La politique gouvernementale a été inconsistante ces dernières années sur le sujet du charbon, autorisant un projet de centrale à charbon soutenu par le gouvernement indien à Sampur - qui a été mis de côté pour motif environnemental – pour ensuite donner son aval à un projet indien de gaz naturel liquéfié (LNG). Finalement en 2018, le retour au charbon a été validé par le Président dans le cadre de la



diversification du mix énergétique. La décision du 19 juin 2019 du Cabinet des Ministres donne également son aval à 11 recommandations qui lui avaient été faites dans le secteur énergétique, notamment des projets solaires, éolien, biomasse et hydrauliques. Trois projets LNG sont envisagés grâce à des accords passés avec les gouvernements indiens, japonais (deux centrales chacune de 300 MW à Kerawalapitiya) et Chinois (400 MW à Hambantota). Dans cette même décision, le cabinet propose d'amender la loi sur l'électricité afin de mettre fin à l'affrontement entre le producteur national Ceylon Electricity Board (CEB) et la Public Utility Commission (PUCSL) – organisme régulateur du secteur de l'énergie. Cette amendement, s'il était adopté, se traduirait par une forte réduction du rôle et des pouvoirs accordés à la PUCSL.

### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

#### Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, P. Pillon, A. Boitière, J. Deur, P.-H. Lenfant et A. Perriot.

Version du 28/06/2019